

Autorité palestinienne

Blocus et divisions

Après une campagne électorale principalement centrée sur les questions internes palestiniennes, le Hamas a été élu à une large majorité en janvier 2006 et a formé un gouvernement. Mahmoud Abbas (Fatah) reste président d'une Autorité palestinienne qui traverse une importante crise du fait de la large opposition du Fatah à ce changement de pouvoir et au boycott international. Les attaques israéliennes se sont multipliées et l'évacuation des colons de la bande de Gaza n'a pas fait cesser le siège de la zone. On assiste au contraire à une extrême aggravation de la situation humanitaire et sécuritaire des Palestiniens.

Le vote Hamas : des enjeux sociaux et nationalistes. Après son succès aux élections municipales de mai 2005, le mouvement islamiste a décidé de participer pour la première fois aux élections législatives palestiniennes. Il faut souligner que l'élection du Hamas ne s'est pas faite sur des motifs religieux. Si ce dernier utilise un vocabulaire religieux, les enjeux restent nationalistes et sociaux. Sa progression s'est effectuée parallèlement à la dégradation continue de la situation dans les territoires palestiniens.

Dans ce contexte, le soutien palestinien au mouvement islamiste renvoie certes à sa poursuite de la lutte nationale, mais surtout à son programme de justice sociale. L'adhésion nationaliste qu'il obtient n'est pas stratégique. En effet, la plupart des Palestiniens ne croient pas que la lutte du Hamas leur permettrait de modifier le rapport de force et d'obtenir la création d'un État palestinien viable sur les frontières de 1967. En l'absence de toute perspective politique, le soutien au Hamas est plutôt l'expression d'une volonté de vengeance à très court terme et, à très long terme, avec l'horizon de victoire qu'ouvre un discours eschatologique.

C'est avant tout sur les questions internes, sociales et politiques, que se sont décidées les élections de janvier 2006. Les militants islamistes ont insisté sur leur intégrité, leur volonté de redistribution, leur efficacité économique. Face au Fatah, ils bénéficient d'un capital de sym-

pathie dû à leur absence du pouvoir jusqu'ici. D'autre part, ils peuvent se targuer d'une certaine réussite dans les municipalités qu'ils ont obtenues en 2005 et d'un savoir-faire reconnu dans le domaine associatif. Paradoxalement, les critiques de la communauté internationale sur la gestion de l'Autorité palestinienne ont aussi renforcé les positions du Hamas.

Après son élection, le Hamas a cherché sans succès à s'allier au Fatah ou aux autres partis palestiniens pour la formation d'un gouvernement. De même, le mouvement s'est lancé dans une recherche multilatérale de soutiens extérieurs mais cette campagne n'a pas eu beaucoup d'effets. Le boycott occidental du Hamas est particulièrement mal perçu par les Palestiniens qui accusent les Occidentaux de refuser d'entériner les résultats d'élections libres.

Le problème essentiel du Hamas actuellement est donc le financement de l'Autorité palestinienne dont les 160 000 salaires font vivre près de 1 million de Palestiniens. Or Israël ne reverse plus les droits de douane qu'elle perçoit sur les produits destinés à la Cisjordanie et à Gaza. L'Union européenne a également décidé de cesser de verser son aide. Des discussions sont cependant en cours sous l'égide d'un quartet de médiateurs (ONU, UE, États-Unis, Russie) pour étudier les modalités de la reprise de versements destinés prioritairement au secteur de la santé.

Le Hamas a refusé d'obtempérer aux demandes occidentales de cessation du recours à la violence et de reconnaissance de l'État d'Israël et des accords antérieurs. Toutefois, il a confirmé à plusieurs reprises la validité du cessez-le-feu unilatéral qu'il maintient de façon générale depuis février 2005, et plus particulièrement depuis son élection. Plusieurs de ses responsables appellent à la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967, associée à une trêve permanente avec Israël. Il faut souligner ici les divisions internes du mouvement, entre la direction externe en Syrie représentée par Khaled Meshaal et la direction interne des Territoires. Khaled Meshaal, tributaire également de son positionnement en Syrie, défend souvent des positions plus extrêmes que la direction intérieure – une différence que l'on retrouve tout au long de l'histoire du Hamas. Quant à la direction intérieure du Hamas, sa participation aux élections montre également l'influence de ceux

qui, en son sein, appellent depuis longtemps à entrer véritablement sur la scène politique institutionnelle palestinienne. Enfin, une troisième voix s'est fait entendre récemment, celle des prisonniers politiques palestiniens, dont le poids est loin d'être marginal dans les territoires palestiniens. Une proposition conjointe de membres du Fatah (à l'initiative de Marwan Barghouti) et du Hamas appelle à la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967 et à la limitation des actions de la résistance palestinienne aux territoires occupés, en excluant Israël. Cette initiative, perçue comme une reconnaissance implicite d'Israël, a aussi pour objectif d'unifier les nationalistes du Fatah et les islamistes et, ainsi, de limiter la crise de l'Autorité. Elle a été reprise par Mahmoud Abbas qui propose l'organisation d'un référendum sur ce document, ce qui est perçu par le Hamas comme une manière de contourner son gouvernement.

Multiplication des affrontements internes. En effet, à l'intérieur de l'Autorité palestinienne, les membres du Fatah mènent une campagne d'obstruction systématique à l'action du Hamas. En outre, les deux tendances s'arment et des affrontements violents les opposent régulièrement. Ne disposant pas du contrôle sur les forces de sécurité palestiniennes, majoritairement affiliées au Fatah, le Hamas a créé sa propre force. Cette multiplication des heurts inter-palestiniens représente une menace nouvelle dans les Territoires. La circulation des armes et l'incapacité des forces de sécurité palestiniennes à maintenir l'ordre, entre la paralysie de leur action par l'armée israélienne, le non-paiement des salaires et la collusion entre leurs membres et les groupes armés, aggravent encore la situation. Dans ce contexte, et en l'absence d'accès à des juridictions, nombre de conflits inter-familiaux donnent lieu désormais à des affrontements armés. Le mode traditionnel de conciliation entre familles grâce à l'intervention de personnalités reconnues, réactivé en l'absence d'instances étatiques, est souvent remis en cause par l'action de ces groupes. Pour régler leurs différends avec l'Autorité palestinienne, certains d'entre eux se sont mis également à organiser des kidnappings de courte durée d'étrangers ou de Palestiniens.

La poursuite de la politique unilatérale israélienne. Cependant, pour les Palestiniens, ces changements politiques intérieurs ont moins

d'impact que la continuité de la politique israélienne sur les Territoires. Les négociations étant déjà interrompues et Israël engagé dans une démarche unilatérale, l'arrivée d'un gouvernement Hamas n'est pas une donnée majeure. Le pouvoir d'une Autorité en banqueroute sur un territoire palestinien découpé en enclaves coupées les unes des autres par les *check-points*, et désormais par le mur, reste extrêmement limité.

Sur le plan militaire, Israël intensifie les raids aériens et les incursions (qui ont fait 3 800 morts depuis septembre 2000), certaines en réponse aux attentats suicides perpétrés par les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa (Fatah) ou par le Djihad islamique depuis juillet 2005 (460 morts dans des attentats suicides depuis septembre 2000). Le 14 mars 2006, l'armée israélienne attaque la prison de Jéricho après le retrait des observateurs internationaux. Ahmed Saadat, secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine, y était incarcéré suite à l'assassinat du ministre du Tourisme israélien par le FPLP en 2001. Les détenus de la prison ont été transférés dans une prison israélienne. Cette attaque a encore fragilisé la position de Mahmoud Abbas et le statut de l'Autorité palestinienne aux yeux des Palestiniens. Elle leur apparaît de plus en plus comme une structure vide, sans légitimité si son pouvoir est systématiquement remis en cause par Israël. Des appels à sa dissolution ont été formulés.

Crise humanitaire. L'évacuation des colonies de la bande de Gaza, si elle a mis fin aux séparations internes, n'influence pas une fermeture extérieure extrêmement forte. Le poste-frontière de Rafah avec l'Égypte n'a été ouvert qu'à de courts intervalles. L'intensification du siège de la bande de Gaza par l'armée israélienne, après les élections, empêche une grande partie de l'aide humanitaire d'atteindre ses destinataires, accentuant la malnutrition, tandis que le secteur médical est en pleine déliquescence et ne reçoit plus les médicaments nécessaires. En Cisjordanie, la poursuite de la construction du mur a conduit à l'isolement de 490 000 Palestiniens soit à l'ouest du mur (côté israélien), soit dans des villes ou des villages enfermés sur trois côtés, soit dans Jérusalem-Est (qui doit être à terme complètement bouclé). Israël a ainsi annexé 9,5 % de la Cisjordanie, tandis que la colonisation se poursuit, conduisant à une aggravation des condi-

tions de vie. Les Palestiniens, qui consomment pourtant cinq fois moins d'eau que les Israéliens, souffrent souvent de pénurie.

L'économie palestinienne, soumise à un blocus continu, ne peut fonctionner qu'avec de grandes difficultés. Le secteur agricole est particulièrement touché : 13 % des terres ont été rasées à Gaza par l'armée israélienne depuis 2000. Le taux de pauvreté et le taux de chômage en dégradation continue atteignent d'autre part des niveaux inégalés jusqu'ici. Dans l'ensemble des Territoires, 50 % de la population vit désormais sous le seuil de la pauvreté et ce taux s'élève à 75 % dans la bande de Gaza.

Les Territoires traversent actuellement une véritable crise humanitaire, à laquelle s'ajoutent l'intensification des incursions de l'armée israélienne et l'apparition de violents affrontements internes. Sans un rétablissement rapide de la situation, qui nécessiterait une modification de la politique israélienne, l'Autorité palestinienne risque la dislocation.

P. L.

Pour en savoir plus

- Botiveau, B. et E. Conte (2005), « Palestine », *Études rurales*, n° 173/174, Paris, EHESS.
- Larzillière, P. (2004), *Être jeune en Palestine*, Paris, Balland.
- Signoles, A. (2005), *Les Palestiniens*, Paris, Le Cavalier bleu.

Sites Internet

- Legrain, J.-F. (janvier 2006), *Guide des élections législatives palestiniennes sur Web* : <www.mom.fr/guides/pallegislatives/pallegislatives.htm>
- B'tselem ONG d'information israélienne : <www.btselem.org>
- International Crisis Group, dossier Israël/Territoires occupés : <www.crisisgroup.org>

Faits et dates

- **12 juillet 2005** : Attentat suicide du Jihad islamique (4 morts, plus le kamikaze). L'armée israélienne boucle les territoires palestiniens et y effectue en représailles des attaques qui font 11 morts.
- **17-24 août 2005** : Retrait israélien des colonies de la bande de Gaza.
- **23 septembre 2005** : Des militants du Hamas lancent des tirs de roquette après l'explosion d'une voiture qu'ils imputent à Israël (qui dément) lors d'un défilé du Hamas. L'armée israélienne riposte par des bombardements. La direction du Hamas réagit rapidement en réitérant l'importance du cessez-le-feu.
- **26 octobre 2005** : Attentat suicide du Jihad islamique (5 morts, plus le kamikaze). Raids aériens et assassinats opérés par l'armée israélienne (10 morts).
- **15 novembre 2005** : Accord israélo-palestinien sur l'ouverture des frontières de la bande de Gaza.
- **5 décembre 2005** : Attentat suicide du Jihad islamique (5 morts, plus le kamikaze).
- **15 décembre 2005** : Dernière phase des élections municipales dans les grandes villes de Gaza et de la Cisjordanie. Victoire du Hamas.
- **25 janvier 2006** : Victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes.
- **19 février 2006** : Ismaïl Haniyeh, nouveau Premier ministre palestinien.
- **3-5 mars 2006** : Visite officielle des dirigeants palestiniens du Hamas à Moscou.
- **30 mars 2006** : Attentat suicide des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa (3 morts, plus le kamikaze).
- **9 avril 2006** : Multiplication des tirs d'artillerie et des raids de l'armée israélienne (15 morts).
- **17 avril 2006** : Attentat suicide du Jihad islamique (9 morts, plus le kamikaze).
- **10 mai 2006** : « Document d'entente nationale des prisonniers » politiques palestiniens en Israël (Fatah, Hamas, FPLP, FDLP et Jihad islamique).